

LA CROIX

Migrants : l'Europe sous tension avec l'afflux record à Lampedusa

Par Alain Guillemoles, le 15/9/2023 à 06h17

L'arrivée d'une nouvelle vague de migrants sur l'île italienne met l'ensemble des gouvernements européens sous tension, alors qu'ils sont incapables de s'accorder sur une gestion commune de l'immigration. Les partis d'extrême droite en font un thème de campagne, à l'approche des élections européennes.



En une semaine, plus de 11 000 migrants en provenance d'Afrique du Nord ont débarqué sur l'île de Lampedusa, au sud de l'Italie, saturant les dispositifs d'accueil et mettant les gouvernements européens au bord de la crise de nerfs.

En France, Gérald Darmanin s'est empressé d'annoncer, ce vendredi 15 septembre, une réunion pour faire le point avec les préfets et la gendarmerie. Le ministre de l'intérieur veut examiner un renforcement des effectifs à la frontière italienne afin de stopper d'éventuelles arrivées de clandestins.

Loi immigration : à Menton, une frontière sous pression

Après un échange avec son homologue italien, Matteo Piantedosi, le ministre français a indiqué : « *Nous sommes convenus d'agir ensemble auprès de l'Union européenne dans les heures qui viennent pour renforcer fortement la prévention des départs de migrants et la lutte contre les passeurs* ». Sans préciser les moyens qui devraient être mis en œuvre.

Ces échanges, même peu fructueux, restent indispensables pour tenter de sortir de l'impasse. Le sujet des migrants est devenu particulièrement sensible pour les gouvernements européens qui n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une gestion commune.

Le pacte européen bloqué

L'Union européenne discute actuellement d'un pacte sur l'asile et la migration qui vise à harmoniser les politiques européennes. Le texte prévoit un filtrage accru aux frontières, le développement d'accords de réadmission dans les pays d'origine pour les déboutés du droit d'asile et un mécanisme de solidarité qui oblige les États de l'UE d'accueillir un certain nombre de migrants, pour ne pas laisser la charge aux seuls pays d'arrivée. Mais en juin dernier, la Hongrie et la Pologne ont bloqué l'adoption de ce texte au Conseil européen. La Commission espère aboutir à un accord avant la fin de l'année, mais cela s'annonce difficile tant le sujet est source de crispations.

Plus d'un million de demandeurs d'asile attendus en Europe en 2023, en hausse de 30 %

En l'absence de règle commune, chaque État en reste à une politique du chacun pour soi qui tente de limiter les conséquences au niveau national, quitte à transférer à d'autres la gestion de ces flux. Il y a près d'un an, l'Italie a porté à la tête de son gouvernement Giorgia Meloni, qui a promis d'arrêter les arrivées massives de migrants. Depuis, elle a fait pression sur les ONG pour compliquer les sauvetages en mer. Et elle se refuse à reprendre les demandeurs d'asile qui ont transité par son pays pour poursuivre leur voyage, même si la règle actuellement en vigueur au sein de l'UE prévoit cette obligation.

Une décision unilatérale de l'Allemagne

Mercredi 13 septembre, l'Allemagne a réagi en annonçant la suspension de l'accueil volontaire de demandeurs d'asile en provenance d'Italie, en raison d'une « forte pression migratoire » et du refus de l'Italie d'appliquer les règles prévues. En Italie, le vice-premier ministre italien Matteo Salvini, dirigeant de la Ligue d'extrême droite, a dénoncé « un acte de guerre ». « Il y a des institutions allemandes qui donnent des millions d'euros à des ONG allemandes pour amener des migrants en Italie », a-t-il protesté sur la chaîne italienne Rete4.

Immigration : l'Italie de Giorgia Meloni désarmée face à un nouvel afflux de migrants

De son côté, Marion Maréchal, future tête de liste aux Européennes pour le parti d'extrême droite français Reconquête, s'est précipitée à Lampedusa. Interrogée par BFM, elle s'est attaquée au droit d'asile européen qui, selon elle créerait « un appel d'air pour l'immigration clandestine ». Elle a appelé à soutenir la politique de Giorgia Meloni « qui cherche à limiter la complicité entre certaines ONG et les passeurs ».

Échec européen en Tunisie

L'extrême droite trouve dans cette vague migratoire un thème de campagne. C'est d'autant plus facile que les initiatives prises par la Commission européenne s'avèrent pour l'instant des échecs. L'accord conclu en juillet dernier entre Ursula von der Leyen et le président tunisien, Kaïs Saïed prévoit que la Tunisie freine le passage des migrants en échange d'une aide financière, sur le modèle de ce qui a déjà été fait avec la Turquie.

Sauvetage en mer, le dilemme des ONG

Depuis, les ONG ont dénoncé les mauvais traitements subis en Tunisie par les migrants subsahariens, tandis que les autorités locales se sont montrées incapables de freiner l'activité des passeurs. « Les autorités tunisiennes laissent partir ces personnes par la mer. Elles ont relâché leurs efforts en matière d'interception des bateaux et de sauvetage des migrants », explique un responsable du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).

La France tente de réveiller la solidarité européenne

Pour tenter de faire cesser cette cacophonie, le président français Emmanuel Macron a rappelé le « devoir de solidarité européenne ». « Je considère que c'est la responsabilité de l'Union européenne tout entière d'être au côté de l'Italie », a-t-il déclaré, dans une critique implicite de la décision allemande.

Le projet de loi immigration toujours dans l'impasse

Il a également jugé que cette crise montrait « que les approches strictement nationalistes ont leurs limites ». Une pierre, cette fois, dans le jardin de la première ministre italienne. Emmanuel Macron a appelé à agir « avec rigueur et humanité », mais n'a pas dit comment l'Europe pouvait parvenir à sortir du blocage sur le sujet.

Alain Guillemoles